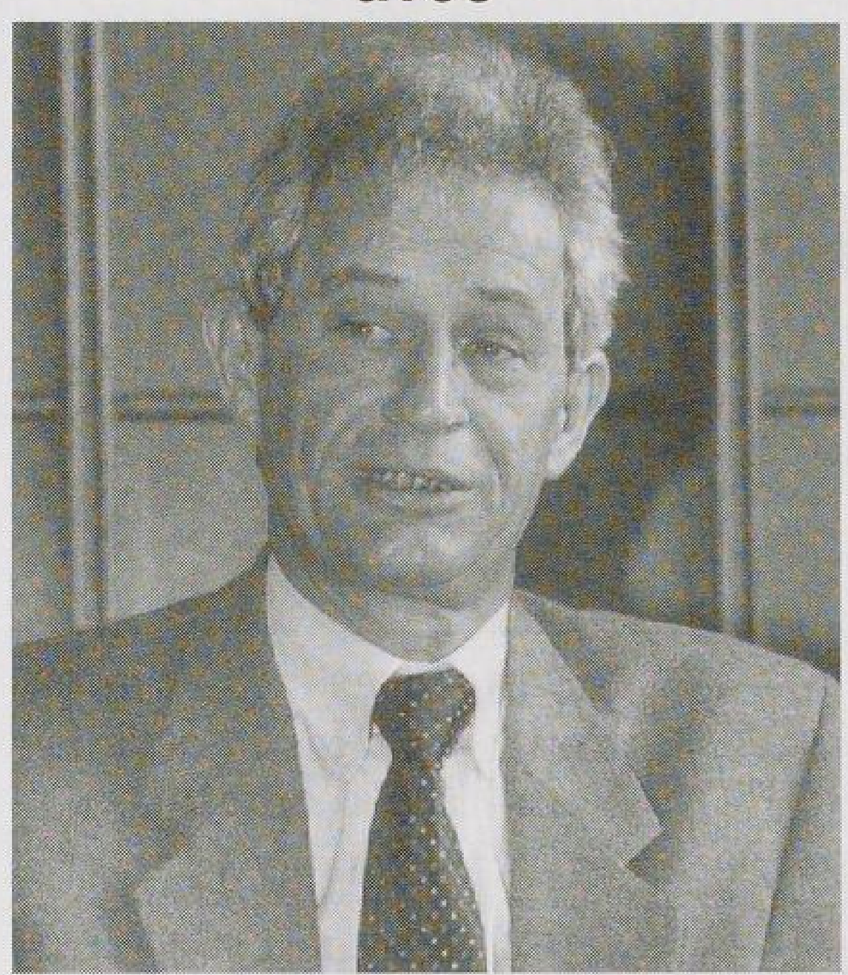
Vous rejetez la politique actuelle, vous voulez faire barrage à la droite et au Front National, vous voulez exprimer votre volonté de faire du neuf.

FAITES VOUS ENTENDRE

avec



Jean-Pierre BRUNEL

50 ans, maire-adjoint de Vaulx-en-Velin
Conseiller régional
ex-salarié de Renault VI



Annie FERRI

43 ans, Professeur
Conseillère municipale de Rillieux-la-Pape
Ancienne conseillère régionale (1986-92)

"Voir ces jeunes mendier dans le métro m'est insupportable"; " Confier des malades à des CES sans formation professionnelle, qui doivent en plus trimer sans relâche, quelle dégradation du service public ! ".
Ces propos d'une jeune femme de Sathonay Camp - à peine sortie d'une période de chômage - et d'une infirmière de l'hôpital du Vinatier reflètent, parmi d'autres, le degré de colère de millions de citoyens.

Emplois, salaires, logement, protection sociale, extension de la drogue et de son pendant l'insécurité, avenir de la jeunesse, dignité humaine, moralisation de la vie politique : la France a besoin d'air pur. Il faut faire du neuf.

C'est possible : les six propositions que nous avançons, fruit de nombreux débats, montrent que les moyens existent.

Tout dépendra de notre expression, de notre rassemblement, nous qui sommes des millions, attachés aux valeurs de gauche, à souhaiter l'essor de la France, une société plus juste, plus humaine, le progrès pour tous et la paix.

Nous représentons une force considérable, on l'a vu lors du référendum sur Maastricht.
Cette force, exprimons-la le 21 mars dans notre circonscription :

- pour dresser un rempart solide contre la droite dont le programme aggravera en tous domaines la politique gouvernementale
- pour rejeter l'extrême-droite fascisante et raciste
- pour s'opposer à la politique actuelle et à sa poursuite avec un mouvement englobant dirigeants socialistes, écologistes et droite centriste.

LE VOTE COMMUNISTE sera seul à peser en faveur du monde du travail ; avec les députés communistes vous savez être défendus, quoi qu'il arrive. Sans signifier l'accord avec toutes les idées des communistes, ni un quelconque ralliement, LE VOTE COMMUNISTE EST A VOTRE DISPOSITION : POUR DONNER ESPOIR AUX FORCES DE PROGRES , POUR VOUS FAIRE ENTENDRE.

Avec celles de millions d'autres, votre voix comptera

[signature] [signature A. Ferri]

MARS 1993
7e CIRCONSCRIPTION
BRON/VAULX-EN-VELIN/RILLIEUX

Candidats de rassemblement pour une politique nouvelle présentés par le PARTI COMMUNISTE FRANCAIS



6 PROPOSITIONS POUR LA FRANCE :

● Créer des emplois : c'est possible

D'un côté 9000 chômeurs sur nos 3 cantons, 300 000 en Rhône-Alpes, plus de 3 millions en France. De l'autre, d'immenses besoins : logement, environnement, services publics, coopérations nouvelles avec le Tiers Monde ; et de l'argent, mais à utiliser autrement, en produisant et créant français, en développant les services publics...

● Vivre mieux

Les salaires inférieurs au SMIC doivent être supprimés, et celui-ci porté à 7 500 F. Cela ne remettrait pas en cause la compétitivité de nos entreprises : En Allemagne, en 92, les coûts salariaux ont progressé 3 fois plus qu'en France et les entreprises allemandes sont compétitives...

La pauvreté, l'exclusion doivent reculer : saisies, expulsions, coupures de gaz et d'électricité à l'encontre des familles les plus démunies doivent être interdites. Le RMI peut être financé et augmenté en multipliant par 4 l'impôt sur la fortune. Une loi contre la pauvreté, pour l'insertion sociale et professionnelle est indispensable...

L'urgence en matière de logement impose la suppression des impôts et taxes alourdissant les loyers des 26 000 familles locataires de nos villes ; la réduction des taux d'intérêt des banques, l'engagement de l'Etat dans la construction de logements sociaux de qualité...

La priorité à la formation exige le prélèvement de fonds sur les dépenses de surarmement et des moyens suffisants en postes et en locaux.

Sécurité sociale : la création de 100 000 emplois apporterait 7 milliards ; 1 % d'augmentation des salaires, 9 milliards ; la même taxe sur les revenus financiers que sur les salaires, 65 milliards : une sécu sans déficit ça se chiffre et se défend...

● Libertés et démocratie

Respect de la volonté du peuple : les institutions doivent être réformées, les droits des salariés à l'entreprise respectés et étendus, la loi antiraciste appliquée, le droit à une information pluraliste reconnu et respecté...

● Environnement

Une vraie politique de l'environnement n'oppose pas développement industriel et écologie. Elle implique - entre autres - d'investir dans le traitement des déchets, de développer les transports en commun, de transférer une partie du trafic routier sur le rail et les voies d'eau...

● Europe

Une Europe sociale, démocratique, pacifique et solidaire peut se construire dans le respect des souverainetés nationales et sur la base de coopérations...

● Paix et solidarité

La France a un rang à tenir dans l'élimination des armes nucléaires, l'abolition du commerce des armes, le recul de la faim et du sous-développement, le respect de la charte de l'ONU...

UNE VOLONTE DE RENOUVELLEMENT

Le PCF change, et il continuera. Par le dialogue avec les gens, il élabore et développe sa politique pour construire une société nouvelle dont la démocratie est but et moyen.

L'ARGENT DU PCF C'EST LE VOTRE.

Il faut séparer argent et politique. Le PCF a été le seul à ne pas voter la loi d'amnistie. Les ressources du PCF sont les cotisations des adhérents, la collecte publique, le reversement des indemnités d'élus. Vous pouvez souscrire en versant à Josette JACQUES - 43 rue Rémy-Cachet 69120 Vaulx-en-Velin, mandataire de J.P. BRUNEL. Un reçu ouvrant droit à réductions d'impôts vous sera envoyé.

EN TOUTE FRANCHISE

● Partage du travail

Cette idée avancée de toutes parts semble généreuse et pleine de bon sens.

Depuis 10 ans, le partage du travail existe avec les emplois précaires et à temps partiel; ça n'a pas créé un seul emploi, au contraire.

Partager son travail et son salaire, c'est aussi moins de débouchés, donc moins d'emplois qu'il faudrait encore partager. Jusqu'où ?

Par contre, il est possible de partager le temps de travail sans diminution de salaire : 1 200 milliards de profits en 1992 pour les 150 premières entreprises françaises.

● 5 mesures immédiates pour créer des centaines de milliers d'emplois

- Inverser les choix actuels qui privilégient la spéculation financière et utiliser l'argent pour investir dans l'emploi
- Appliquer la nouvelle loi due à l'initiative des communistes interdisant tout plan de licenciement sans reclassement et en contrôlant les fonds publics pour l'emploi et la formation
- Aller vers la semaine de 35h sans diminution de salaire
- Augmenter le temps de formation dans les entreprises jusqu'à 10%
- Humaniser les services publics par la création d'emplois utiles.

Le programme de la droite RPR-UDF : aggravation et revanche

La droite veut accentuer tous les aspects négatifs de la politique actuelle : généralisation des CES et de la précarité; nouveaux cadeaux fiscaux au grand patronat; mise en cause de la retraite et augmentation de la CSG; mise en oeuvre accélérée du traité de Maastricht.

C'est en même temps un programme de revanche contre les acquis de 1936 (statut de la Banque de France) et de 1945 (nationalisation des banques décidées par le Général de Gaulle); la privatisation des entreprises publiques (SNCF, EDF, Télécoms...) et leur soumission à la concurrence européenne., le financement par l'impôt des allocations familiales, la casse du service public de l'Education Nationale, de l'égalité des diplômes et du statut des enseignants ...

Vu, les candidats - iov 69200®